



Des documents prouvent que le Canada procède à des opérations d'espionnage de masse

Par [Dylan Lubao](#)

Mondialisation.ca, 10 février 2015

WSWS.org

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Services de renseignements](#)

Des documents gouvernementaux confidentiels récemment publiés par la Canadian Broadcasting Corporation (CBC) en collaboration avec la publication en ligne *The Intercept* ont une fois de plus exposé une autre opération d'espionnage menée par le Centre de la sécurité des télécommunications (CST), l'agence de renseignement du pays. Les documents, initialement obtenus par Edward Snowden de la NSA, sont largement considérés comme étant une preuve irréfutable que le gouvernement canadien espionne toute la population canadienne en violation de ses droits constitutionnels.

Appelé «LEVITATION», le nouveau programme démasqué permet aux analystes du CST d'accéder à près de 10 à 15 millions de transferts de données par jour à partir de 102 différents sites Internet de partage de fichier, incluant les sites populaires tels que Rapidshare et le site maintenant fermé de Megaupload.

Le CST affirme que le mandat de LEVITATION est de «faire la collecte des renseignements étrangers afin de protéger le Canada et les Canadiens de... menaces à la sécurité nationale, incluant le terrorisme». Cependant, selon ses propres statistiques, ses analystes ne relèvent qu'un nombre infime, 350, «de téléchargements dignes d'intérêt» par mois, équivalent à 0,0001 pour cent du trafic total intercepté.

L'appareil du service de renseignement et de sécurité canadien prétend *ad nauseam* qu'il espionne la population entière pour la protéger, malgré la preuve indiquant qu'en fait c'est la population ouvrière qui est la cible de la surveillance d'État.

Dans le processus, les informations de millions de personnes ont été récoltées en masse, incluant le signalement d'au moins deux adresses IP de Canadiens sur un serveur basé à Montréal. Étant donné le fait que les sites de partage de fichiers sont fréquentés par des millions de personnes de partout à travers le monde, il est certain que des milliers sinon des millions de Canadiens ont vu leurs informations saisies par le programme LEVITATION sans leur accord et sans qu'ils en soient même conscients.

Après avoir relevé une adresse IP digne d'intérêt, les analystes du CST peuvent la brancher sur une base de données électronique opérée par le Quartier général britannique des communications (GCHQ), ce qui leur permet ensuite potentiellement d'avoir accès aux cinq dernières heures de navigation en ligne de la cible. Le CST a également accès à la robuste base de données de l'Agence de sécurité nationale américaine (NSA) qui contient jusqu'à une année de données de trafic Internet.

La puissance et l'étendue du programme LEVITATION confirment le rôle de partenaire indispensable du CST et son statut de sous-traitant à l'égard de son pendant américain la NSA, et ses opérations illégales d'espionnage mondial.

Durant ce partenariat de plus d'une décennie, alors que le CST avait la responsabilité de faire de l'écoute illicite contre l'Union soviétique pendant la guerre froide, les deux agences ont échangé régulièrement du personnel, des renseignements et du support logistique. La NSA finance souvent les projets communs et utilise le CST pour faire de l'espionnage dans les pays où le Canada a une plus forte présence diplomatique.

Comme Greenwald, ancien journaliste du *Guardian* et rédacteur à *The Intercept*, le mentionne, «C'est vraiment la première fois qu'il est porté à notre attention que le CST agit comme agence de première ligne dans un programme de pure surveillance de masse». Greenwald a aidé à rendre publiques au monde entier les révélations de Snowden concernant la NSA.

Avant cette plus récente révélation, une preuve accablante avait déjà mis en lumière que le CST et ses agences sœurs dans le partenariat du renseignement espionnaient les lignes téléphoniques et les communications Internet de millions de Canadiens et d'autres citoyens dans le monde.

Durant l'été 2013, durant la phase initiale des révélations de Snowden, il avait été révélé que le gouvernement canadien espionnait les communications des Canadiens depuis 2004 en interceptant et analysant systématiquement les métadonnées des communications. Le programme de métadonnée avait été lancé sous le gouvernement libéral de Jean Chrétien et Paul Martin et étendu par leurs successeurs conservateurs dirigés par Stephen Harper.

Des mois durant après les révélations initiales, le gouvernement conservateur a menti à profusion au sujet des opérations clandestines du CST, soutenant qu'il ne visait que les menaces «étrangères» et non la population canadienne.

Après qu'il a été démontré que cette explication était entièrement fautive suite à la révélation que le CST avait intercepté tout le trafic wi-fi dans un aéroport canadien en 2012 et que le CST continuait de suivre à la trace certains individus ciblés durant deux semaines, le gouvernement conservateur a changé de discours et déclarant qu'il avait le droit de recueillir les métadonnées des communications des citoyens canadiens.

Les conservateurs ont basé leur position sur l'argument fallacieux que les métadonnées sont les informations qui apparaissent sur l'«enveloppe» d'une communication électronique privée et qu'elles ne sont donc pas couvertes par la protection constitutionnelle du contenu et peuvent être légalement interceptées et analysées à la discrétion du gouvernement.

En fait, comme de nombreux experts en droit disent avec insistance, l'interception et l'analyse des métadonnées pourraient permettre à l'agence d'espionnage du CST de dresser un profil personnel détaillé d'un individu ou d'une organisation, incluant sa routine et ses habitudes quotidiennes, ses amis et ses associations, ses lieux de travail, ses opinions politiques et ses affiliations.

De nombreuses et importantes révélations, toutes faites par Snowden et féroce ment dénoncées par le CST et le gouvernement canadien, dressent le portrait d'un appareil de renseignement secret canadien qui opère en toute impunité dans le but de traquer des

dissidents politiques pour les répressions futures et d'appuyer les crimes de la classe dirigeante canadienne et ses partenaires dans le groupe des «Five Eyes» dans les pays étrangers.

Le CST fonctionne sous la directive secrète du ministre de la Défense, connue tout au plus par une poignée de ministres du cabinet et d'une cabale d'agent des services de renseignements. De plus, le «mur juridique» qui doit officiellement séparer le CST du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), dont le mandat est de découvrir et de contrer «les menaces à la sécurité nationale», est en fait nul et non avvenu. Le SCRS demande et reçoit régulièrement du CST des informations sur les communications de citoyens canadiens et, dans le processus, ment régulièrement devant les tribunaux.

Il faut noter que le CST et le SCRS, avec la Gendarmerie royale du Canada (GRC), ont, sous la direction du ministère de la Sécurité publique et de la Défense, brouillé les lignes de démarcation entre la dissidence politique et le «terrorisme». Selon la définition actuelle des deux ministères et du gouvernement dans son ensemble, une manifestation pacifique en opposition aux mesures de droite antiouvrières du gouvernement peut être considérée, et l'a déjà été, comme étant une «menace à la sécurité publique» et même du «terrorisme».

Plusieurs rapports ont mis en lumière que les agents des services de renseignements ont surveillé et infiltré des groupes d'oppositions pacifistes tels que des groupes environnementalistes, des groupes de défense des premières nations et des organisations anticapitalistes. Des manifestations comme celles au sommet du G20 en 2010 à Toronto, et les manifestations contre la construction de l'oléoduc Kinder Morgan en Colombie-Britannique, ne sont que quelques exemples des cibles de la surveillance et de la répression de l'État.

L'édification rapide d'un État policier au Canada, représenté par les opérations manifestement anticonstitutionnelles du CST, du SCRS et de la GRC, n'ont provoqué qu'une réaction très timide de la part des médias officiels et de l'opposition libérale et néodémocrate (NPD). Après avoir fait quelques tièdes appels pour une plus grande surveillance parlementaire sur ces agences de surveillance ouvertement antidémocratiques immédiatement après les révélations de Snowden, ils laissent inévitablement tomber la question.

La raison de ce silence est claire. Après sept ans de crise économique, la plus sévère depuis la Grande Dépression, la bourgeoisie canadienne et ses représentants politiques dans tous les principaux partis se préparent à affronter une nouvelle montée de l'opposition des travailleurs à ses demandes d'austérité et de guerre. De plus en plus, les dirigeants voient la dictature et l'État policier comme étant la seule option possible pour écraser tout mouvement des travailleurs.

Dylan Lubao

Article paru d'abord en anglais, [WSWS](#), le 3 février 2015

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Dylan Lubao](#), [wsws.org](#), 2015

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca